

USA

Bush s'en prend à ceux qui critiquent son plan sur l'Irak

Le président américain George W. Bush a mis en garde, hier, l'opposition démocrate contre toute tentative de couper des fonds pour la guerre en Irak, ajoutant que ceux qui s'opposent à son nouveau plan se doivent de mettre une autre proposition sur la table.

"Ceux qui refusent de donner une chance à ce plan pour qu'il marche ont l'obligation de proposer une alternative qui représente une meilleure chance de succès. S'opposer à tout sans rien proposer à la place est irresponsable", a-t-il déclaré dans son allocution hebdomadaire radiodiffusée. G. Bush a qualifié son plan "de mission importante qui déterminera dans une large mesure l'issue de la guerre en Irak". "Nos braves soldats ne devraient pas avoir à se demander si leurs responsables politiques à Washington leur



donneront ce dont ils ont besoin", a-t-il aussi averti.

"Quelles que soient nos différences de stratégie et de tactique, nous avons tous le devoir de nous

assurer que nos troupes ont ce dont elles ont besoin pour réussir", a insisté G. Bush. Le nouveau plan de G. Bush pour l'Irak a été vivement attaqué par des

parlementaires démocrates comme républicains et plusieurs sondages montrent qu'une majorité d'Américains n'ont pas été convaincus non plus.

"Nous reconnaissons que de nombreux membres du Congrès sont sceptiques.

Certains disent que notre approche est en fait juste plus de soldats avec la même stratégie. En fait, nous avons une nouvelle stratégie avec une nouvelle mission : aider à sécuriser la population, spécialement à Bagdad", a ajouté G. Bush. "Seuls les Irakiens peuvent mettre un terme à la violence confessionnelle et apporter la sécurité à leur peuple. Leurs dirigeants comprennent cela et font des efforts dans ce sens. Mais ils ont besoin de notre aide et il est dans notre intérêt de la leur fournir", a-t-il encore dit.

DIPLOMATIE

Rice arrive au Proche-Orient sans plan précis pour une relance de la paix

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice est arrivée, hier, en Israël, première étape d'une tournée régionale destinée à rallier le soutien arabe à la nouvelle stratégie américaine en Irak, mais sans plan pour une relance du processus de paix israélo-palestinien.

D'emblée, Mme Rice a tenu à réduire les attentes de cette visite concernant ce processus de paix en affirmant, dans l'avion qui la conduisait à Tel-Aviv, qu'elle voulait surtout écouter ses interlocuteurs.

"Je ne viens pas avec une proposition, je ne viens pas avec un plan", a-t-elle déclaré aux journalistes l'accompagnant dans sa tournée.

Mme Rice a indiqué qu'elle souhaitait voir "comment on peut accélérer la feuille de route", le plan de règlement international qui prévoit la création d'un Etat palestinien.

"La question est de commencer à comprendre quel horizon politique il peut y avoir pour cet Etat palestinien et de savoir si on peut vraiment avancer sur la voie permettant de créer cet Etat", a-t-elle précisé dans une interview au *Time Magazine*.

Mais, interrogée sur les moyens d'accélérer ce

plan, elle est restée vague, rappelant la nécessité pour les Palestiniens de parvenir auparavant à un accord sur la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël, ce que refuse le mouvement islamiste Hamas qui contrôle le gouvernement.

Juste avant l'arrivée de Mme Rice, le Premier ministre palestinien issu du Hamas, Ismaïl Haniyeh, a accusé les Etats-Unis et Israël de chercher "à pousser les Palestiniens à une guerre civile" et "à empêcher la formation d'un véritable gouvernement d'union" nationale.

Pour contrer ces "objectifs" israélo-américains, il a appelé à l'arrêt des affrontements meurtriers entre le Hamas et le Fatah du président Mahmoud Abbas et à la reprise du dialogue pour former un gouvernement d'union.

Le Fatah a réagi à cet appel en affirmant dans un communiqué qu'il attendait de M. Haniyeh "qu'il prenne des mesures réelles sur le terrain et ordonne une enquête sur les crimes et violations de la loi récemment survenus à Gaza qui ont fait plusieurs tués dans nos rangs".

Les Etats-Unis et l'Union européenne boycottent politiquement et financièrement le gouvernement du Hamas, qu'ils

considèrent comme "terroriste".

Mme Rice a estimé qu'un gouvernement d'union "serait évidemment la meilleure solution", mais six mois de discussions en ce sens ont abouti à un échec.

Des confrontations meurtrières ont même opposé le Hamas et le Fatah après que M. Abbas eut annoncé en décembre dernier son intention de convoquer des élections anticipées pour sortir de la crise.

Selon son programme, Mme Rice doit s'entretenir en soirée avec les ministres israéliens de la Défense, Amir Peretz, des Affaires stratégiques, Avigdor Lieberman, et des Affaires étrangères, Tzipi Livni.

Elle rencontrera aujourd'hui à Ramallah en Cisjordanie M. Abbas, auquel le président américain George W. Bush souhaite accorder une aide. M. Abbas s'est rendu hier en Jordanie pour rencontrer le roi Abdallah II.

Mme Rice a par ailleurs indiqué que sa tournée portera surtout sur la nouvelle stratégie américaine au Proche-Orient.

Les Etats-Unis ont décidé d'envoyer plus de 20 000 soldats supplémentaires en Irak, d'augmenter

l'aide à la reconstruction de ce pays et de déployer des missiles antimissile Patriot dans la région pour protéger leurs alliés arabes.

Après un crochet aujourd'hui à Amman, Mme Rice rencontrera demain à Jérusalem le Premier ministre israélien Ehud Olmert avant de se rendre en Egypte, en Arabie Saoudite et au Koweït.

LIBAN

Fouad Siniora appelle au soutien de l'initiative arabe pour le règlement de la crise libanaise



Le Premier ministre libanais, Fouad Siniora, a appelé, hier, à "favoriser et soutenir" l'initiative de la Ligue arabe pour le règlement de la crise libanaise, estimant que cette médiation est la seule initiative à même de régler cette crise.

Il s'agit de "la seule initiative sérieuse existant actuellement", a affirmé M. Siniora dans des déclarations à la presse, à l'issue d'une rencontre avec le président égyptien Hosni Moubarak. "Il faut continuer à soutenir la position arabe et encourager cette initiative", a-t-il poursuivi. Le Premier ministre libanais a, par ailleurs, appelé à une forte participation à la conférence de Paris, prévue le 25 janvier avec la contribution de plus de 30 pays et institutions financières internationales en vue "d'alléger les souffrances du peuple libanais, notamment après la dernière agression israélienne". Pour sa part, le président Moubarak a exprimé, selon son porte-parole, M. Souleïmane Awad, le souhait de son pays de voir "le peuple libanais préserver son unité nationale et éviter toute forme de dérapage", affirmant que "l'Egypte maintient la même distance avec tous les partenaires libanais soit de la majorité ou de l'opposition".

Le président égyptien a, par ailleurs, indiqué que son pays accorde un grand intérêt à la conférence de Paris et à la poursuite des contacts avec les pays donateurs pour le succès de cette rencontre.

TCHAD

Des rebelles annoncent la prise d'une localité au nord-ouest de N'Djamena

Les rebelles tchadiens de l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD) ont annoncé, hier, la reprise de leurs attaques contre des positions du gouvernement en prenant le contrôle de la localité d'Ounianga Kébir, à 900 km au nord-est de N'Djamena, ont rapporté des médias.

"Les troupes de l'UFDD ont chassé les troupes gouvernementales tchadiennes de la garnison d'Ounianga Kébir (à plus de 900 km au nord-est de N'Djamena), dans la région de l'Ennedi (extrême

nord-est), après de durs combats", a affirmé le vice-président de l'UFDD, Acheikh Ibn Oumar, dans un communiqué. Le ministre tchadien de la Défense, le général Bichara Issa Djadallah, cité par les médias, a indiqué qu'il n'avait "aucune information" à ce sujet.

Selon M. Ibn Oumar, l'attaque s'est déroulée, hier, à l'aube et a fait de "lourdes pertes" dans les rangs des forces gouvernementales.

Le raid annoncé à Ounianga Kébir est le premier mené par l'UFDD

dans l'extrême-nord du Tchad. Le mouvement rebelle avait jusque-là concentré ses attaques dans la partie est du pays, près de la frontière avec le Soudan. Les combats entre l'armée gouvernementale et les rebelles de l'UFDD et de la coalition de groupes rebelles, composée du Rassemblement des forces démocratiques (RAFD) et de la Concorde nationale tchadienne (CNT) étaient suspendus depuis les combats qui les a opposés début décembre le long de la frontière avec le Soudan.